L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MARDI MATIN, 23 JANVIER 1877. 30me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI MATIN, 23 JANVIER.

Succession de François Lacroix.—Plaidé J. Spear, encanteur, continuera aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, la vente des propriétés appartenant à la succession de François Lacroix. Cette vente qui doit se terminer aussi aujourd'hui commencera par la maison en briques à deux étages rue Orléans, entre les rues Dryades et Havana.

Pour les conditions, qui sont libérales, voyez le "N. O. Republican."

Falerne, articles en grand blanc, &c.—Voir l'annonce de D. E. Murphy & Son.

Achetez vos Bonbons fins à 75 cents la livre; vos Fruits orientaliaux à 60 cents chez A. Lémanne, 109 Chartres, entre Ste Anne et Dumaine. Voyez l'annonce.

SPECTACLES.

Mardi, 23 janvier 1877.

ACADÉMIE—Queen Mary Tudor.
VARIÉTÉS—Engagement de John T. Raymond.
ST-CHARLES—The Black Crook.

Qu'attend Monsieur Packard.

M. S. B. Packard, ex-marshall des Etats-Unis, sait parfaitement, en son âme et conscience, qu'il n'a pas été élu gouverneur de la Louisiane. Ne consultant que son intérêt et non en conscience, il a trempé dans la conspiration rédicale ayant pour objet de renverser les résultats du scrutin du 7 novembre. Il a été l'instigateur et le conseiller des fraudes commises par le Bureau des retours. C'est aussi qu'il a été déclaré élu gouverneur par ce Bureau.

Comptant sur la protection fédérale, il a, de complicité avec son prédécesseur Kellogg, transformé la Maison d'Etat en citadelle, pour y installer une Législature composée en partie de membres, non élus par le peuple et n'ayant d'autres titres que ceux qu'avait fabriqués le Bureau des retours.

Cette fausse Législature, assemblée derrière le double rempart des barricades et des baïonnettes métropolitaines, a procédé à un semblant de compte des votes et a proclamé M. Packard gouverneur. Mais le fait que l'inauguration de l'ex-marshal n'a pu se faire qu'à huis clos, entre quatre murailles, tandis qu'au dehors toute la population scolhamait le véritable gouverneur élu, démontrait qu'une nouvelle usurpation ne pourrait s'établir, même avec l'appui du gouvernement fédéral, aussi facilement que celle de Kellogg en 1872.

Il fallait que M. Packard eût un bien âpre désir d'être gouverneur, pour tenter encore, après la triste expérience des quatre années si troublées de l'administration Kellogg, d'imposer son autorité à un peuple qui n'en voulait pas. Il a persisté à courir l'aventure, au risque de provoquer une effusion de sang; où peut-être même qu'il a compté sur un conflit comme sur le seul moyen d'obtenir le secours fédéral, sans lequel il savait ne pouvoir établir son autorité.

Mais quelque criminels qu'aient été la tentative d'usurpation et les moyens employés par le candidat radical, ils ont eu un objet, un but précis, la possession du pouvoir.

Tant qu'il est resté au prétendant gouverneur, le moindre espoir de voir le président Grant renouveler à son profit, l'intervention qui avait si bien réussi à Kellogg, sa persistance à rester en possession de la Maison d'Etat s'expliquait. Elle avait une raison d'être, si peu légitime que cette raison fût.

Mais, actuellement, nous nous demandons ce qu'attend M. Packard pour abandonner la Maison d'Etat au gouverneur légal.

Il est devenu évident que l'intervention fédérale sur laquelle il comptait, ne se produira pas. Ceux qui s'étaient rangés autour de l'usurpateur, le comprennent si bien, que les plus intelligents l'abandonnent.

Depuis huit jours, il n'y a eu de quorum même au point de vue du *Returning Board*, dans aucune des deux réunions que M. Packard appelait sa législature. Le vide se fait peu à peu, dans la fantomale Maison d'Etat, et il est plus facile à l'usurpateur de compter ceux qui restent que ceux qui sont déjà partis.

Il n'est plus permis à un homme intelligent de supposer que Hayes soit proclamé président dans quelqu'hypothèse que ce soit. Le pis aller pour les démocrates ne peut être que l'élection de Tilden par la Chambre.

Grâce aux instructions du président Grant au général Augur, M. Packard peut continuer à occuper la Maison d'Etat quelques semaines de plus, cela est vrai, mais que gagnera-t-il en agissant ainsi?

Il entravera, sous certains rapports, le fonctionnement régulier du gouvernement légal, il empêchera la confiance de renaître définitivement et il causera ainsi un préjudice matériel à toute la population louisianaise.

Un pareil rôle serait odieux au point de vue moral. Faire le mal sans avantage ne peut être qu'un acte de basse vengeance. M. Packard accumulerait par là sur sa tête bien des haines et des malédictions. Il doit aussi réfléchir qu'en se mettant en révolte ouverte contre le gouvernement légal et en disposant des propriétés et des fonds de l'Etat sans autorité, il commet des actes répréhensibles qui l'exposent à des poursuites criminelles et à une punition sévère.

Si M. Packard persiste jusqu'au 14 février ou jusqu'au 4 mars, dans une obstination qui sera fort préjudiciable au bien de l'Etat et aux intérêts particuliers, le sentiment public exigera impérieusement qu'il soit poursuivi et puni et sa fuite même ne le protégerait pas contre l'action de la loi.

S'il lui reste encore quelque sens moral ou assez de sens commun pour comprendre le danger auquel il s'expose, il renoncera à contester plus longtemps un pouvoir auquel il n'a aucun droit et à défier la loi. L'autorité légale et le peuple tout entier de la Louisiane, en gardant, comme il le fait, la possession paisible publique et en y entretenant, avec des fonds volés à l'Etat, une bande d'hommes armés qui n'est plus qu'une bande de révoltés.

LE DEMOCRAT. — Ce journal annonce qu'à partir d'aujourd'hui il paraîtra tous les matins. Notre confrère redevient ainsi ce qu'il était à son début, un journal quotidien du matin. Nous espérons que les circonstances donneront un caractère permanent à ce changement important dans le mode de publication du *Democrat* et nous lui souhaitons un plein succès.

La disparution récente du *Bulletin* et celle du *Republican* des rangs de la presse quotidienne avait réduit les journaux du matin à quatre, deux de langue anglaise, le *Picayune* et le *Times*, un de langue allemande, le *Deutsche Zeitung* et un de langue française, l'*Abeille*. La transformation du *Democrat* reporte à cinq le nombre des feuilles quotidien

LE REPUBLICAN.—Ce journal annonce que jusqu'à nouvel ordre, il ne paraîtra plus que deux fois par semaine, les mercredis et les samedis.

UN EXEMPLE POUR PACKARD.—Le *Republican*, organe officiel du *de facto* radicalisme annonce qu'il ne paraîtra plus que deux fois par semaine, le mercredi et le samedi. Si Packard persiste à occuper la Maison d'Etat, il devrait suivre l'exemple de son journal, et n'ouvrir que deux fois par semaine, ce serait plus économique.

Packard a consulté les augures. La réponse ne lui a pas été favorable. Il s'est adressé à Jupiter qui l'a renvoyé aux Ides de mars. Mauvais présagen. Il est temps pour l'ex-marshal d'empaquetter ses hardes (*He must pack hard.*)

C'EST AUJOURD'HUI que commence la grande vente de souliers consignés au Magasin Bleu.

Les faillites en 1876.

Il est grandement temps qu'un changement dans le régime gouvernemental, financier et économique des Etats-Unis vienne modifier les conditions défavorables contre lesquelles luttent vainement le commerce et l'industrie du pays depuis la funeste crise de 1873. Si ce changement ne se produit pas, il est à craindre que nous ne voyons continuer la progression des faillites qui a été malheureusement effrayante depuis 1873, comme l'indique le tableau suivant emprunté à la circulaire annuelle de l'agence mercantile R. G. Dun & Co.

Années.	Nombre des faillites.	Total des pertes.	Moyenne des pertes.
1876..	9,092	$191,117,766	$21,020
1875..	7,740	201,060,358	25,980
1874..	5,830	155,239,000	26,627
1873..	5,183	228,499,000	44,095
1872..	4,069	121,056,000	29,996

On remarquera que bien que le nombre des faillites ait augmenté, le total du passif a diminué, mais que la moyenne. Mais cela prouve seulement que les transactions ne se font plus sur une aussi grande échelle et que le nombre des petits marchands qui font faillite a augmenté.

Le tableau suivant établi sur les compilations de l'agence Dun des accroissements inégaux de l'agence.

	Population en 1870.	Nombre de maisons commerc.	Nombre de faillites.	Proportion des faillites.	Moyenne des pertes.
Etats de l'Est	11,814,000	776,000	5,000	1 sur 155	$27,000
Etats du Centre	9,000,000	590,000	2,000	1 sur 295	23,000
Etats du Sud	10,000,000	257,140	1,000	1 sur 257	25,000
Etats de l'Ouest	5,000,000	128,000	1,000	1 sur 128	25,000
Canada	1,800,000	54,000	1,700	1 sur 32	5,000
Ensemble des Etats-Unis	38,558,000	1,800,000	9,700	1 sur 186	25,000

L'agence fait remarquer que tandis que la proportion des faillites est de une sur 57 maisons dans les Etats du Centre, elle n'est que de une sur 73 dans les Etats de l'Ouest. La comparaison entre l'Est et le Sud est encore plus significative. Tandis que dans la Nouvelle-Angleterre, si riche en capitaux, une maison sur 59 a cédé sous la pression des circonstances, dans le Sud qui est pauvre et embarrassé par ses conditions politiques et autres, il n'y a en qu'une faillite sur 66 maisons.

Ainsi l'Est et le Centre ont plus souffert de la crise produite par les folies économiques et les scandales du régime radical que l'Ouest et même que le Sud si durement éprouvé politiquement et matériellement.

Les circulaire contient d'intéressants commentaires sur les causes qui ont contribué à cette progression croissante des faillites. Nous y référons ceux que ce sujet intéresse.

COUP DE BOURSE OU MANŒUVRE POLITIQUE. — Nous lisons dans l'*Express* de New-York:

Personne n'a oublié le prodigieux effort fait pendant la campagne présidentielle par les orateurs et les journaux républicains pour effrayer les électeurs simples d'esprit par la menace du paiement de la dette confédérée, et M. Tilden était élu. Chacun se souvient aussi que ce grand travail a été fait en vain. Le peuple américain n'était pas assez crédule que les organes radicaux le supposaient. Mais, en pur désespoir de cause, à ce qu'il nous semble, ce vieux *humbug* est ressuscité sous une nouvelle forme.

La nouvelle a été envoyée d'Angleterre et paradée dans nos journaux de parti, que les obligations confédérées ont monté, ou donné signe de vie, en vendant à 5 p. c. de leur valeur nominale, quand la nouvelle est arrivée que M. Tilden était élu, et qu'elles sont retombées quand on a dit que c'est M. Hayes qui était élu. La main est la main d'Ariel, même si la nouvelle avait été manufacturée à Londres. La main radicale existe là aussi. Quiconque est au courant des affaires de Bourse en Angleterre sait que les obligations et les actions dénuées de toute valeur et de toute probabilité que la moindre fraction en sera jamais payée, sont mémorialisées avec soin par des Anglais et des Anglaises crédules, et que quelquefois quelque spéculateur leur imprime un petit mouvement.

Quelques-unes de ces actions sans valeur, ayant autrefois été admises à la cote, conservent même un cours nominal, mais elles ne font l'objet d'aucune transactions. Mais en supposant même que quelque spéculateur ait causé un mouvement apparent dans les obligations confédérées, en sa qualité de banquier victime ait offert de vendre ces obligations à 4 1/2 ou 5 p. c., en résulterait-il la preuve que le gouvernement américain, quels que soient ses administrateurs, voudra ou ne pourra jamais reconnaître la dette réelle? Cette tentative de faire revivre les amertumes de la campagne, bien qu'elle doive être hostile, est vraiment méprisable.

LE FRÈRE ORVILLE.—Un télégramme de Saint-Louis du 15 janvier annonce dans les termes qui suivent un procès.... singulier, pour employer une épithète inoffensive.

"M. Orville Grant a intenté aujourd'hui une action devant la cour de circuit contre M. P. W. Schneider; il lui réclame $75,000 de dommages-intérêts, pour non exécution de contrat. La pétitionnaire dit qu'en mars 1873 il a fait avec le défendeur convention que, sitôt après la signature de certains contrats soumis par Schneider au gouvernement, contenant des offres de fournir du granit pour le bâtiment de la Douane de Saint-Louis, Orville Grant se rendrait à Saint-Louis pour diriger les travaux extérieurs et admettre les affaires financières relatives aux dits contrats avec le gouvernement, et qu'il recevrait pour cela un salaire annuel de $5,000, plus 10 p. c. des bénéfices dérivant de ces contrats *et autres qui pourraient être obtenus par l'entremise du dit Orville Grant.* En conséquence, continue la pétition, Orville Grant alla à Saint-Louis et prit la direction des affaires comme il avait été convenu, mais quelques jours plus tard le défendeur nia le contrat, et il a toujours, depuis lors, refusé de payer ou demander une portion quelconque du salaire stipulé. C'est pourquoi, Orville Grant prie la cour de lui adjuger la somme de $75,000."

La modération de forme du télégramme ne réussit pas à masquer ce qu'il y a de honteux dans les tripotages d'un homme abusant de sa position de frère du président pour faire obtenir à des tiers de grosses concessions, où se réservant une part du bénéfice. Mais, ce qui passe l'imagination, c'est que M. Orville Grant ose réclamer de la justice l'exécution de marchés aussi scandaleux. Ces transactions vérécondes, à propos de la Douane de Saint-Louis étaient connues depuis longtemps; tous les journaux indépendants les ont signalées, mais nul n'avait prévu que leur principal auteur en ferait un jour l'aveu public. "Une des raisons, dit à ce sujet le *Sun*, de nous réjouir de la prochaine retraite du président Grant, c'est que la honte d'un autre frère d'Orville Grant nous sera épargnée, à moins que le président, avant de quitter la Maison Blanche, ne lui trouve quelque emploi à vie."

Courrier des Etats-Unis.

FAUX BILLETS DE MILLE PIASTRES.—Nous lisons dans la *République* de St-Louis:

Depuis quelques jours un individu très bien mis, et ayant toutes les apparences d'un parfait "gentleman," a essayé de mettre en circulation, à St. Louis, des billets de $1,000 qui sont, dit-on, imités avec une rare perfection. Il a même eu l'audace de présenter un de ces billets au bureau du trésorier des Etats-Unis, avec prière de bien vouloir le lui changer pour des billets de moindre dénomination. Le trésorier a refusé, non pas parce qu'il s'était aperçu que le billet était contrefait, mais parce qu'il n'est pas dans l'usage du bureau de rendre ce genre de service à qui que ce soit. Le personnage en question a déposé plusieurs de ces billets à son crédit, dans différentes banques, et a reçu en échange, quelques jours après, de bel et bon argent. Inutile de dire que depuis une aussi belle première est éventé, il n'a plus fait parler de lui, et que tout porte à croire qu'il est allé exercer ailleurs son industrie.

☞ Chapeaux, chapeaux. Les plus élégants et les meilleurs marchés sont ceux de Robt. E. Lee, chapeaux de soie à cinq piastres pièce.

UNE CREVASSE IMMINENTE.

Nous apprenons qu'une crevasse est imminente sur l'habitation fleuve, de ce côté de la ville, à quatre ou cinq milles en dehors de l'Octavie. On n'en connaît que très des détails encore, mais on sait que le danger est réel. Il y eut déjà un débordement du fleuve qui inonda une vaste partie de la contrée et causa par conséquent une grande dévastation. Le danger d'une crevasse pour la ville est au point où aggravé par le côtoiement de la Mississippi qui, commençant derrière Kennerville et se prolongeant jusqu'à Gentilly, recueille les eaux qui s'échappent par les ruptures de digues sur le fleuve, et les conduit tout d'abord au faubourg de Carrollton, étiné dans la partie la plus basse de la faille entre Bellegey et le qu'on appelle la Pointe de Jefferson, et ensuite sur les derrières de notre ville proprement dite, qui peut être submergée jusqu'à la rue des Remparts. Cela n'est vu plusieurs fois déjà et cela ne verrait encore indéfiniment si une crevasse peut-être lieu par l'habitation fleuve.

Pour conjurer cette calamité, les habitants de Jefferson se sont adressés à la compagnie de Levée, et cette compagnie, qui perçoit une taxe de trois mills sur toutes les propriétés de l'Etat, a répondu qu'il lui était impossible de s'occuper de la levée en question bien qu'elle menace ruine. De son côté, le Bureau de Levée a répondu qu'il n'avait pas d'argent. En sorte que rien ne se fait, quand le fleuve monte toujours d'une manière effrayante.

Nous en informons les autorités supérieures d'Etat et de ville. Il s'agirait maintenant d'envoyer une seconde de gens qui travailleraient à fortifier les points faibles de la levée sur une étendue de 200 pieds devant l'habitation Seavé. Cela suffirait et il en est temps encore. Une fois la rupture faite, et l'inondation ayant commencé, il faudrait des sommes énormes pour la construction de digues nouvelles, et très probablement on ne parviendrait pas à les construire avant la baisse du fleuve qui pourrait très bien ne pas avoir lieu avant plusieurs mois.

CONCERT OFFERT A MADAME ET A MADEMOISELLE HERR.—Nous apprenons que le gouverneur Nicholls, le lieutenant-gouverneur Wiltz et plusieurs de leurs collègues du gouvernement d'Etat ont promis d'honorer de leur présence le concert qui doit être donné ce soir à la salle Grunewald, au bénéfice de madame et mademoiselle Herr. Cette circonstance, ne pourra qu'augmenter le nombre des personnes qui assisteront à cette intéressante soirée musicale. Nous sollicitons de nouveau le bienveillant concours du public en faveur des bénéficiaires qui sont dignes de sympathie à tous égards et nous référons nos lecteurs au programme détaillé publié dans nos colonnes.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—L'acteur populaire John T. Raymond, a fait, hier, sa réapparition dans le rôle du "Colonel Sellers" qui lui avait valu un si grand succès la saison dernière.

Le même ouvrage sera représenté tous les soirs jusqu'à nouvel ordre.

CLUB DRAMATIQUE LOUISIANAIS JUNIOR.—Ce Club donnera sa seconde représentation par invitation, à la Salle de la Parfaite Union jeudi prochain, 25 janvier. Le spectacle se compose de *La Sœur de Jovine* et *Le vieillard allemand.*

DANS VOTRE intérêt, allez profiter de la grande vente de souliers qui commence aujourd'hui au Magasin Bleu.

Louisiane.

Nous lisons dans la *Sentinelle de Thibodaux*:

Un individu, nommé par les uns Maxile Bourg, par les autres Basile Bourg, et Joseph Bourg, s'est suicidé dimanche dernier sur l'habitation H. E. Ledet, située à un mille environ en haut de Thibodaux. A défaut d'un coroner, l'enquête a été dirigée par le juge de paix du 2me ward.

—Un fils de M. Onésime Aycock a été dangereusement blessé mardi dernier pendant qu'il chargeait son fusil. La crosse reposait sur un tronc d'arbre, l'arme a glissé et est partie. La charge lui a enlevé trois doigts et lui a infligé une vilaine blessure sur la figure.

—Le juge Beattie s'est rendu acquéreur de l'habitation *Folds* située sur la rive droite de Bayou Lafourche, au bout du Pont de Thibodaux et sur laquelle se trouve une magnifique maison qui est destinée à devenir sa résidence, lorsque des réparations urgentes y auront été faites.

LE STEAMER AMÉRIQUE.—Nous lisons dans le *Messager franco-américain*:

L'espoir que l'on avait de renflouer le paquebot l'*Amérique* était devenu hier une presque certitude, et l'on attendait d'heure en heure la nouvelle de sa mise à flot. On avait résolu, à la marée haute de mardi soir, à faire mouvoir le navire de 70 pieds dans la direction de la mer. Au lieu de se trouver parallèle à la plage, il avait pris une position oblique et à l'était plus qu'à une petite distance d'une ceinture provisoire pour le faire flotter.

Grâce à l'aide de câbles d'un pied et demi d'épaisseur attachés à des ancres plongées dans la direction qu'il large que le bâtiment a été déplacé. Les treuils à vapeur exercent sur ces câbles une tension suffisante pour mouvoir lentement, pied à pied, la lourde masse.

Jusqu'à présent l'*Amérique* n'a aucune avarie. Il n'y a pas d'eau dans sa cale, et s'il ne survient pas de tempête du Nord-est, on a tout lieu de croire que le grand paquebot entrera dans le port aussi étanche qu'il l'était en quittant le chantier de construction. Voilà qui prouve surabondamment en faveur de sa remarquable solidité.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Gouverneur Nicholls.

Dimanche, un grand nombre de la chambre leur "lunch" qui l'honorer de leur présence dans deux, mandats [illegible] Congrès et l'ancien gouverneur Kellogg, membres du Bureau des Retours. Ils doivent comparaître à la barre de la Chambre pour donner leur témoignage.

Le président de la Législature a reçu une dépêche de Washington qui lui a été remise par le président du Sénat, qui a été [illegible] Wiltz.

Une motion a été faite [illegible] en faveur des anciens [illegible]. Cet [illegible] reconnaît pouvoir qu'ils reconnaissent l'autorité du Bureau national. Notre avis est que pour avoir une bonne police, il faut la changer le moins souvent possible.

Les chemins de fer de Jackson.

Les administrateurs de ce chemin annoncent qu'il sera rendu le 17 mars prochain à la Douane en cette ville. On dit que Mr McComb l'achèvera de nouveau.

Les touristes.

La plupart des touristes venus de l'Ouest sont encore ici. Quelques uns sont allés faire de courtes visites au Mexique, et l'autre à Galveston. Ils se proposent de retourner au Nord vers le 1er février.

Délicieux vomissements.

Parmi les excursionnistes du Mississippi, se trouvait un jeune homme qui avait monté dans les chars à Goodwin. Quelques heures après il fut pris du delirium tremens et quand le train se détourna pour laisser passer l'express-éclair, il sauta sur ce dernier, sans se faire de mal, en avant à regardé comme mirobolant. Le train d'accommodation arrivé ici en voilà plusieurs heures ayant l'autre, et quand les amis du jeune homme arrivèrent plus tard ils ne le trouvèrent pas. Ils employèrent un détective pour le chercher sur la route et il fut finalement trouvé dans un marais, à quatre milles de Kenner, ayant évidemment souffert une seconde fois du delirium. Il souffrait encore du delirium. Il avait 1300 en monnaie au départ, mais quand il a été trouvé il n'en avait plus que $100.

Arrestation d'un détrousseur.

Un nègre du nom de Wm Canard, a été dénoncé à un citoyen du 2ème Precinct, par l'accusation, par Mr Thergroth, d'avoir détroussé un vol de grand chemin. Il paraît que le plaignant qui est natif de la ville de St Louis, venait d'arriver et que le nègre rencontrant Canard il lui dit qu'il était étranger et le priait de lui indiquer une bonne maison de pension. Canard, naïvement, en conduisant Mr Thergroth dans une maison suspecte, au pied de la rue du Canal, dans le but évident de le dévaliser. Mais sur le point d'entrer dans la maison, il fut dirigé par un sergent du 2ème precinct qui l'a emmené au corps de garde de la place Jackson.

Une intimidation ridicule.

Dimanche, William Cooper, soulier, de la patrouille de la nouvelle police, a été rencontré rue Royale, entre les rues Orléans et Ste-Anne, par un nommé Eugène Lewis, qui, lui reprochant d'être membre de la police détestée, lui dit qu'il méritait d'être tué. Alors, joignant l'action aux paroles il lui tombe dessus. Mais Cooper appelle au secours et le policier Lewis est pris et conduit à la station de la place Jackson, sur l'accusation d'assaut avec intention de meurtre.

Fiend le malheureux!

Ben Quail, septuagénaire de couleur, arrivé dernièrement de la campagne, fut invité dimanche par Winnie Rogers et Hattie Wilson, deux femmes de couleur, à venir chez elles. Elles lui firent une hospitalière réception, et Quail, en reconnaissance, lui demandait s'il avait de l'argent. Quail, qui n'était pas un courant de la technique de ces dernières, leur montrait tranquillement un portefeuille contenant [illegible] c. Aussitôt vu, aussitôt convoité, et le pauvre diable n'était pas encore revenu de sa surprise, qu'elles avaient disparu emportant le portefeuille. Il ne voulut pas porter en plainte à la police de ce procédé qui a amené les demoiselles, mais qui n'a pas retrouvé l'argent.

TEMPERATURE.—23 janv 1877.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.	Farenheit.	Centigrade.
6 du matin.....	64	18
Midi.....	69	15
3 P. M.....	69	15
6 P. M.....	60	15

☞ Grand matinée. Voici les têtes ceux qui désireront se coiffer devront s'adresser au Robt. E. Lee qui a réduit ses prix.

—*La Revue britannique* nous donne des renseignements tout intéressants sur la situation de l'Angleterre.

Il paraît que si jamais l'Angleterre engagé à prendre plus à terre dans ce pays, assurément le moment serait opportun. Car il est notoire que tout ce qui est [illegible] heureusement en Angleterre.

On ne peut nier dotter que cet année n'ait été complètement [illegible], pourtant, l'*Invalide* dans [illegible] publié et [illegible] opinion de la [illegible] Hasard, qui reste six semaines entre les mains des nègres, qui ne l'a rendu que contre une rançon de 60,000 livres; mais des [illegible] raisons n'ont pas été [illegible], l'affaire manque et l'Egypte est à qui veut le prendre. C'est à ce point que des Européens ne sont demandé s'il ne [illegible] pas, à peut-être, [illegible] dire à la porte. Les postes ne sont plus gardés que par des gens mesquins de faim, qui passeraient volontiers au service de quiconque leur donnerait à manger [illegible] solde. Mais un Européen seul, très embarrassé de cette conquête, si l'Angleterre ne le serait pas [illegible].

Il est vrai que l'Angleterre [illegible] ment que par un [illegible] désorganisation; le prince Halim, l'héritier [illegible] le pouvoir, n'aurait qu'à se montrer pour être [illegible] unanimement par les Français et les [illegible]; mais il ne se montre pas.

Il paraît, cependant, que le mouflettisme [illegible] Public, ministre des finances, avait compté avec les moyens pour le [illegible] au droit de succession entre les [illegible] musulmanes. Le khédive, qui lui [illegible] depuis quelque [illegible] mentalement le pays, a été [illegible] de [illegible] d'Orléans, et [illegible] les [illegible] n'a pas encore été [illegible] considération.

Sur motion de Mr Robertson, le Sénat s'ajourne à demain, mardi, à midi.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

La Chambre est appelée à l'ordre à deux heures et demie par Pierre Rost, qui déclare un quorum présent, [illegible] Mr Pounier, du comité sur les [illegible] présente un bill relatif [illegible] Mr Fellows, du comité sur les [illegible] présente un bill relatif [illegible] Mr Kelly, de la [illegible] Wiltz, un bill pour abolir les [illegible] d'Etat dans toutes les [illegible] Mr Kelly, de la [illegible] Wiltz, un bill pour [illegible] Mr Hanington, de la [illegible] d'Orléans, un bill pour [illegible] Mr Kelly, de la [illegible] Wiltz, un bill pour [illegible] Mr McComb, un bill pour [illegible] Mr Kelly, de la [illegible] Wiltz, un bill pour [illegible] Mr Hanington, de la [illegible] d'Orléans